

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Rapport introductif au Conseil national du 30 juin 2010

Cher(e)s camarades,

Mon introduction n'aura évidemment pas pour but de reprendre l'ensemble des travaux du Congrès. Les décisions adoptées dans la résolution sont désormais notre feuille de route.

Elles ont été le fruit d'un réel travail des communistes, malgré un temps limité qui a, nous le savons, restreint la participation d'une partie de nos adhérents. Je rappelle que plus de 5500 délégués représentatifs des sections ont participé aux conférences départementales et adopté des procès-verbaux, relevés de décisions et résolutions qui ont servi de matière à la rédaction de la résolution finale, à son amendement, et à sa très large adoption par le Congrès.

Je note également que l'ambiance du Congrès a été appréciée par la grande majorité de ses participants. « Un congrès de travail » a ainsi résumé un camarade dans une réunion à laquelle je participais hier soir, qui a permis un approfondissement, un éclaircissement, une progression partagée des questions discutées.

Le Congrès a été marqué par une ambiance d'écoute, de respect, de fraternité, qui a permis d'effectuer le changement du secrétariat national dans d'excellentes conditions. La qualité et la sérénité des débats, la clarté et l'ample majorité autour des décisions finales, l'intervention de Marie-George, son accueil par le Congrès, la présence ce soir là de très nombreux invités et de toute la gauche politique représentée à son plus haut niveau, les conditions de mon élection, tout cela a finalement contribué à un bon succès du congrès et à une couverture médiatique abondante et à un large écho public de nos décisions.

Notre Congrès a été un évènement remarqué, des millions de personnes savent qu'il vient de se passer quelque chose de neuf au Parti communiste. Ce Congrès a éveillé beaucoup d'intérêt. Nous en avons de multiples témoignages. A nous désormais de ne pas décevoir.

Évidemment, des débats vont continuer parmi nous, et la mise en œuvre de notre feuille de route en suscitera je n'en doute pas de nouveaux. Nous aurons ensemble à conduire la préparation du congrès en 2011, dans le respect des opinions différentes en présence, et avec toujours le souci du rassemblement et de l'unité des communistes.

Je crois que notre crédibilité de direction reposera d'ici là sur la capacité qui aura été la nôtre à mettre en œuvre avec audace les décisions prises dernier par l'écrasante majorité des délégués du congrès. Notre Conseil national a donc pour l'heure la tâche d'engager sans tarder la mise en œuvre de ces décisions. C'est à cela que sera consacrée mon introduction.

Notre Congrès s'est terminé il y a à peine dix jours, et les évènements se sont de nouveau accélérés depuis. Le climat politique et social continue d'être très agité, très instable. Il appelle de notre part un réel esprit d'initiative si nous voulons pouvoir contribuer à des issues positives pour notre peuple.

Les initiatives prises par notre Congrès comportent trois directions de travail très clairement énoncées et intimement liées : l'amplification des ripostes à la politique menée par le gouvernement ; la construction d'un pacte d'union populaire et d'un nouvel élan du Front de gauche qui puisse être le socle d'une alternative de gauche réussie ; la transformation du Parti pour lui permettre d'être à la hauteur de ces objectifs, tout de suite face à la crise, et au-delà pour construire les chemins d'un dépassement du système capitaliste.

Je le disais, l'actualité n'a pas traîné à souligner la pertinence de ces choix.

Incapable de juguler la crise, mis en difficulté dans l'opinion, le pouvoir cherche à frapper toujours plus fort, toujours plus brutalement, plus autoritairement. Sur les retraites, après avoir tout fait pour désamorcer la mobilisation du 24 juin, le gouvernement, constatant son échec, joue l'intimidation. « Circulez, y'a rien à négocier », a déclaré en somme François Fillon le 25 juin. Le 27 juin, dans un entretien au journal Le Monde, Jean-François Copé préconise « un rabot généralisé » sur tous les budgets publics d'Etat, et pour les collectivités locales « l'instauration d'un bonus-malus sur la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat » qui pénaliserait les communes refusant de réduire leurs dépenses ! Le même propose la suppression de 16 milliards d'euros de cotisations maladie, principalement payées par les entreprises et leur transfert sur la CSG, assise à 80% sur les revenus salariaux. Et le 28 juin, Nicolas Sarkozy écrit à Fillon pour lui demander l'amplification de la RGPP et la suppression massive de crédits de fonctionnement et de crédits d'intervention de tous les budgets d'Etat, et « au delà du périmètre de l'Etat, de tous ses opérateurs et autres structures publiques ».

Pendant ce temps, les scandales se suivent et se ressemblent, révélant l'intimité des liens entre le pouvoir d'Etat et le monde de l'argent facile, celui des grandes fortunes et de la haute finance. L'indécence atteint chaque jour de nouveaux sommets.

Notre appel à une riposte amplifiée pour stopper ce pouvoir au plus vite, sans attendre 2012, est vraiment la bonne décision. L'autre caractéristique de la situation est d'ailleurs l'amplification de la colère et des mobilisations. Le 24 juin a été un tournant. La confiance a commencé à changer de camp et cela ouvre de nouvelles perspectives de mobilisation pour l'été et la rentrée. Soulignons encore une fois au passage la portée, encore sous-estimée de la victoire des grévistes sans papiers, qui ont défait le pouvoir sarkozyste sur un de ces terrains de prédilection.

La droite sent tellement la montée des périls qu'elle tente de masquer ses coups derrière de nouveaux écrans de fumée, n'hésitant pas à alimenter le populisme, en montrant lui-même du doigt le train de vie de ses ministres, ou en donnant en spectacle une Roselyne Bachelot transformée en « mère fouettarde » chargée de distribuer la fessée médiatique aux voyous de l'équipe de France . Ce sont des pièges grossiers qu'il convient de démonter.

Si l'argent-roi pourrit tout, c'est au gouvernement de balayer devant sa politique, et surtout, n'oublions pas l'essentiel : la fortune, la vraie, ne niche pas dans les porte-feuilles ministériels, elle prospère dans les immenses placements financiers des détenteurs de capitaux dont ces ministres ne sont que les commis zélés et serviles. La réduction de la paie d'un ministre ne financera pas nos retraites, la taxation des revenus financiers si.

Dans ces conditions, quelle mise en œuvre immédiate de nos décisions ?

Sur les retraites, l'intersyndicale vient d'annoncer des initiatives durant l'été et une première grande journée de mobilisation le 7 septembre, avant une autre journée importante européenne le 29 septembre. En ce qui nous concerne, notre propre campagne, dont Eric Corbeau, pour l'exécutif national, pourrait reprendre l'animation à son retour de congés, doit prendre de l'ampleur tout l'été avec trois objectifs : populariser les propositions contenues dans le projet de loi de nos députés qui prouvent que le financement de la retraite à 60 ans à taux plein est possible et utile à combattre la crise financière; atteindre 100.000 signatures au bas de ces propositions durant l'été en se fixant des objectifs précis département par département ; préparer une très grande Fête de l'Humanité de lutte et de riposte, pour les retraites, les salaires, l'emploi et le pouvoir d'achat, puisque celle-ci coïncidera avec le début du débat parlementaire.

La Fête de l'Humanité, c'est le premier grand rassemblement national et européen de rentrée qui dira : « Non à la réforme des retraites, ce n'est pas aux peuples de payer la crise ».

Dès lundi, comme annoncé au Congrès, j'ai été reçu par la président du CSA avec Olivier Dartigolles et Jean-Pierre Brard pour demander de réels débats publics et contradictoires sur la réforme des retraites dans les grands médias audiovisuels, notamment lors de la rentrée parlementaire. Notre démarche a, je crois, une réelle portée, mais elle demande à être relayée par de nombreuses initiatives publiques. Ne laissons pas le cirque médiatique tourné tranquillement en rond !

Sur l'éducation, il faut commencer à construire la grande campagne que nous avons décidée. Avec Stéphane Bonnery, qui pourrait prendre en charge la coordination de notre travail sur ces questions au sein du Conseil national , une réunion a été convoquée pour le samedi 3 juillet à cet effet. Des premières propositions devront y être élaborées. Nous pourrions sans attendre nous donner trois objectifs simples pour la rentrée scolaire : organiser une conférence de presse aux formes spectaculaires à la veille de cette rentrée pour marquer notre engagement ; distribuer devant le maximum d'établissements les jours de pré-rentrée et de rentrée un appel national à construire un large front de riposte sur ce terrain de l'éducation ; tenir dans le stand national des communistes à la Fête un grand forum sur l'enjeu éducatif et la construction de ce front, en y invitant tous les acteurs et actrices disponibles pour y participer.

Les autres orientations de travail de la résolution doivent également être mises sur le métier.

A propos des services publics, l'été pourrait notamment être propice à dénoncer l'un des aspects les plus scandaleux de la loi NOME , le bradage au privé d'un grand nombre de barrages hydroélectriques, ou encore à amplifier la bataille engagée avec les cheminots et nos élus pour la défense du fret. Nous serons également présent dans un important débat sur les enjeux culturels, pour lequel nous avons convié l'ensemble des forces de gauche, au festival d'Avignon le 14 juillet dans le cloître Saint-Louis.

A propos de l'Europe, nous pourrions, après le FSE où j'accompagnerais vendredi la délégation du PCF, et après la conférence des présidents du PGE le 12 juillet à Bruxelles, tenir d'ici à la fin de l'été une réunion de travail pour construire un déploiement beaucoup plus ambitieux de notre intervention politique en la matière, et lancer, en y associant nos adhérents, la préparation du Congrès du PGE qui se tiendra à Paris les 4 et 5 décembre. Pour

nous donner les moyens de ce travail, je vous propose que la coordination de notre bataille européenne soit désormais assurée pour l'exécutif national par Olivier Dartigolles, en lien bien évidemment avec Jacques Fath et son secteur, et avec les membres de notre direction qui sont investis dans ces enjeux, nos députés Patrick Le Hyaric et Jacky Hénin, Christine Mendelsohn et Jean-François Gau qui nous représentent au PGE, Francis Wurtz, Daniel Cirera, Elisabeth Gauthier.

J'ajoute enfin que sur tous ces fronts il conviendra durant l'été de s'adresser comme je l'ai indiqué dans le discours de clôture du Congrès à l'ensemble des forces de gauche pour examiner avec chacune d'entre elles les initiatives communes possibles.

Notre ambition de riposte est évidemment indissociable de notre ambition de projet. Nous voulons créer les conditions d'une alternative crédible et réussie à la politique de Nicolas Sarkozy, ce qui suppose d'en clarifier les grands axes et de construire les rassemblements nécessaires pour les porter .

Cela demande de déployer parallèlement plusieurs de nos décisions de Congrès.

Nous pourrions ainsi mettre progressivement en place la direction collective du projet que nous avons décidée, et je vous propose d'en confier l'animation à Patrice Bessac. L'été pourrait être mis à profit pour constituer cette direction collective qui aurait pour objectif , conformément à la résolution, de rassembler, de coordonner, d'organiser les moyens humains, intellectuels et financiers consacrés au projet au sein de notre direction nationale ; de préparer les initiatives nationales envisagées, notamment la tenue d'un grand colloque en novembre 2010 et nos conventions thématiques ; de créer une revue mensuelle du projet destinée à discuter, partager, diffuser tout ce travail.

Il nous faut lancer également en grand, et c'est évidemment le cœur de la nouvelle phase du Front de gauche dans laquelle nous souhaitons entrer, l'élaboration publique et populaire des grands axes d'un projet de changement. Nous voulons créer pour cela, partout où c'est possible, des espaces, des réseaux, des plates-formes, des ateliers ... dont les formes sont à imaginer avec toutes celles et ceux à qui nous voulons nous adresser. Nous engagerons cette démarche avec nos partenaires du Front de gauche à la Fête de l'Humanité. Mais il nous faut surtout engager nos adhérents, nos organisations locales, départementales, nos secteurs de travail nationaux à investir cette démarche avec la plus grande audace.

Le déploiement de nos capacités militantes et d'initiatives, l'audace dont saurons faire preuve pour ouvrir largement l'élaboration de cette démarche seront déterminants.

Notre animation nationale doit donc se transformer sans attendre pour soutenir et animer ce travail, lui offrir de nouveaux outils, notamment de mises en réseaux. Nous pourrions pour cela mettre en place la direction nationale de la vie militante proposée dans la résolution. Elle pourrait comporter deux branches, travaillant désormais en étroite liaison.

La branche « Vie du Parti », animée par Jacques Chabalier, poursuivrait son travail de structuration et de renforcement de la vie du Parti, de ses organisations, sections, fédérations et comités régionaux. Responsable du renforcement du Parti dont elle devra renforcer

l'impulsion , elle engagerait le « grand recensement » de nos militants, en aidant à la mise en mouvement de cet immense potentiel. Il s'agirait également de suivre notre politique de promotion militante, et notamment d'aider à la mise en place, sous la responsabilité du collectif Droits des femmes animée par Laurence Cohen, d'un réseau national de travail sur la parité dans nos instances.

La branche « Communication et Réseaux », animée par Bob Inje, pourrait, outre le travail de communication nationale, s'attacher au développement de la vie militante, à suivre le travail de création de réseaux et d'espaces, et pourrait veiller à faire de la nouvelle plateforme web que nous ouvrirons en septembre l'espace de ressources et de communication ouvert à tous ces développements.

Dans ce travail de développement de la vie du Parti , de la vie militante, le déploiement de notre activité sur les lieux de travail et dans les quartiers populaires seront évidemment des priorités.

De nombreuses autres responsabilités concourront évidemment à divers titres à l'ensemble du déploiement de nos ambitions. Les grands secteurs de travail thématiques, sur lesquels je redirais un mot, seront évidemment engagés dans le travail de projet. D'autres seront plus transversaux encore. Je pense aux relations extérieures avec Francis Parny, ou aux relations avec les intellectuels, avec Marie-Pierre Vieu.

Au total, il s'agit donc pour nous, vous l'avez compris, d'entrer désormais concrètement et non plus seulement théoriquement dans notre travail de transformation, à travers l'approfondissement et la rénovation de notre projet d'une part, le changement et la diversification de nos pratiques et de nos relations à la société d'autre part.

Je finis concernant la feuille de route du Congrès par la préparation des échéances électorales. En lien avec Lydie Benoît et Yann Lepollotec , il nous convient d'accélérer nettement le travail pour les élections cantonales et dans la foulée les élections sénatoriales dans les départements concernés. Il nous faudra sûrement consacrer une séance du Conseil national d'octobre à notre campagne des élections cantonales. Le travail sur les candidatures doit considérablement avancer d'ici là, en lien avec nos objectifs de rassemblement. Un examen département par département, mené avec le secteur national, est en cours et doit aboutir au plus vite pour toutes les fédérations.

Il me paraissait nécessaire de démarrer par des propositions de mise en route concrète de la feuille de route du Congrès. J'en viens pour terminer aux propositions sur la mise en place des instances exécutives.

Nous avons à procéder à trois élections : la présidence du Conseil national, le trésorier et le comité exécutif national.

Pour la présidence du Conseil national, je vous propose que nous procédions à la confirmation de François Auguste dans cette fonction. Il me paraît normal qu'il conduise ce mandat jusqu'au Congrès ordinaire de 2011. La vie du Conseil national appelle sûrement encore beaucoup d'améliorations et de transformations, et le décalage entre les échanges trop souvent ossifiés qui sont les nôtres et la richesse du débat des communistes devraient tous nous faire réfléchir. Je crois, et je vous ferais une proposition en ce sens, qu'il nous faudra avoir un

temps d'échange à la rentrée sur le travail de la direction nationale, ce qui pourrait inclure une réflexion sur le rôle de la présidence du CN.

Je vous propose ensuite d'élire Jean-Louis Le Moing trésorier national. Jean-Louis seconde dans ce travail si important Jean-Louis Frostin depuis maintenant plusieurs mois. Il a montré sa capacité à prendre le relais. Jean-Louis Frostin, qui a mené un travail remarquable à cette tâche, pourrait devenir responsable adjoint du pôle Moyens aux côtés de Jean-Charles, qui aspire à préparer l'avenir à ses côtés. Je veux souligner à cette occasion une nouvelle fois la rigueur et la compétence avec laquelle sont conduites et le travail du pôle Moyens et le travail de la Trésorerie nationale dans des conditions que vous savez comme moi très difficiles. Avec Jean-Louis Lemoing comme trésorier, nous pourrions conduire ce travail en toute confiance. C'est d'autant plus important que nous abordons à nouveau des périodes sûrement difficiles qui vont nous obliger à reparler très vite des enjeux de notre bataille financière.

Concernant le CEN et l'ensemble de l'organigramme, je vous propose de procéder en deux temps.

Nous pourrions élire aujourd'hui le CEN de manière à remettre tout de suite la direction nationale en état de fonctionnement normal, et prendre en revanche le temps durant l'été, en rencontrant le maximum de membres du CN, de revisiter l'intégralité de l'organigramme. Nous pourrions ainsi comme je le proposais tout à l'heure avoir une séance de travail lors d'un CN de rentrée, après un tour d'horizon plus complet avec les membres du CN.

Comme vous le savez, à l'exception de Michel Stefani et Laurent Perrea, nous étions tous déjà membres du CN. Pour impulser les changements que nous visons, c'est donc une transformation de nos propres modes de travail qu'il convient de viser, plus qu'à une rupture des équipes de travail qui ont conduit je crois du bon travail depuis dix huit mois.

Au-delà, je pense que l'un des enjeux des chantiers de transformation que nous engageons est la promotion à tous les niveaux du parti, et donc aussi au CN de nouveaux dirigeants, de nouvelles dirigeantes. Nous avons beaucoup à réfléchir et à travailler à cela dans l'année qui vient.

Nous avons élu 32 membres du CEN, 16 hommes et 16 femmes. Je dois dire que toutes et tous ont été, avec des inégalités temporaires le plus souvent liées à de lourdes tâches fédérales ou à des engagements de premier plan dans les campagnes électorales, des membres actifs et assidus.

Parmi ces 32 membres, un homme, Bernard Calabuig a quitté notre parti. Deux femmes ne souhaitent pas être reconduites. Nadia Khacel avait souhaité quitter cette responsabilité il y a déjà plusieurs mois. Brigitte Dionnet a pour sa part décidé de quitter sa situation de permanente au siège du CN. Elle coordonnera dorénavant le travail parlementaire aux côtés de Marie-George dans sa nouvelle circonscription. Brigitte a joué un rôle très important depuis des années au CEN, en y exerçant des responsabilités sur l'organisation, le féminisme, l'information des communistes et la parité. Elle va rester, j'en suis certain, une combattante de de cette parité. Elle a aussi animé avec succès la bataille de la vignette ces deux dernières années, et la rénovation du stand national des communistes à la Fête. C'est avec regret que je me vois contraint d'accéder à sa demande, mais c'est une décision qu'il me paraît normal de respecter. Brigitte a encore beaucoup apporté au travail du CN. Nous pourrions compter sur elle.

Je vous propose donc d'élire aujourd'hui un CEN de trente membres, ce qui nous laisserait la possibilité, à l'issue de la mise au point de l'ensemble de l'organigramme en septembre, de compléter celui-ci en fonction de nos éventuels besoins de direction.

Je vous propose donc de reconduire quatorze hommes : Patrice Bessac ; Jacques Chabalier ; Jean-Marc Coppola ; Eric Corbeau ; Olivier Dartigolles ; Yves Dimicoli ; Jacques Fath ; Frédéric Génévée ; Jean-Luc Gibelin ; Bob Injey ; Pierre Laurent ; Jean-Charles Nègre ; Alain Obadia ; Francis Parny. Et d'en élire un quinzième, Jean-Louis Frostin, qui serait désormais responsable adjoint du pôle Moyens. Jean-Louis Lemoing serait pour sa part invité en tant que trésorier comme l'était J.L. Frostin jusque là.

Je vous propose de reconduire quatorze femmes : Lydie Benoit ; Marie-George Buffet ; Laurence Cohen ; Simone Fayaud ; Martine Gayraud ; Michèle Guzman ; Fabienne Haloui ; Danièle Lebail ; Isabelle Lorand ; Annie Mazet ; Christine Mendelsohn ; Fabienne Pourre ; Marie-Pierre Vieu ; Catherine Peyge. Et d'en élire une quinzième Éliane Assassi.

A ces trente membres, s'ajouteraient les membres invités : Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, Nicole Borvo, présidente du groupe au Sénat, André Chassaigne, président de l'ANECR ; Jean-Louis Lemoing, trésorier ; François Auguste, président du CN ; Roland Muzeau, porte parole des députés communistes ; Pierric Annot, secrétaire de la JC.

Je voudrais ajouter plusieurs remarques.

Sur la répartition des tâches d'abord. Comme je l'ai dit, je pense que nous devrions prendre le temps d'aller au bout d'ici la rentrée de la mise en place d'un organigramme complet, en sollicitant davantage de compétences dans tout le CN. Une partie de la répartition est déjà avancée, soit par reconduction des tâches, soit parce qu'une modification a été actée avec l'intéressé(e).

C'est le cas dans le CEN de :

P.Bessac (projet), J.Chabalier (vie du Parti), E.Corbeau (lieux de travail), Olivier Dartigolles (Europe, animation du travail de l'exécutif) ; Yves Dimicoli (Economie et finances) ; Jacques Fath (International) ; Frédéric Génévée (archives) ; Jean Luc Gibelin (santé et protection sociale) ; Bob Injey (communication et réseaux militants) ; Patrick Le Hyaric (Humanité, Europe) Jean-Charles Nègre (pôle Moyens) ; Alain Obadia (direction projet) ; Francis Parny (relations extérieures) ; Lydie Benoît (élections) ; MG Buffet (relations avec les élu-e-s, rapports avec les institutions) ; Nicole Borvo (démocratie et institutions) ; Laurence Cohen (droits des femmes) ; Michele Guzman (presse, bataille de la vignette) ; Danièle Lebail (services publics) ; Isabelle Lorand (droits et libertés, relations avec les médias) ; Christine Mendelsohn (PGE) ; Marie-Pierre Vieu (intellectuels) ; Catherine Peyge (questions urbaines) .

C'est le cas dans le CN de :

Hervé Bramy (écologie) ; Alain Hayot (culture) ; Stéphane Bonnery (éducation) ; Olivier Geburher (université, recherche) ; Xavier Compain (agriculture) ; Valérie Goncalvez (énergie) ; Michel Laurent (LEM) ... Je ne suis pas complet, mais nous devons procéder à un réexamen exhaustif.

Sur la coordination. Marie-George l'avait mise en place au dernier congrès, en la constituant non comme un organe de direction supplémentaire mais comme un lieu d'animation à partir des tâches. Ce collectif a montré son utilité et je crois qu'il faut le conserver. Je proposerai au CEN d'en discuter. Il faut sûrement trouver un meilleur équilibre entre le travail politique du CEN et le rôle de la coordination. Deux camarades du CEN ne souhaitent plus y participer : Marie-George Buffet et Jean Marc Coppola, qui souhaite réfléchir à une implication dans le CEN plus en lien avec son activité d'élu et la bataille territoriale. Je pense que les autres camarades devraient continuer à y participer, mais que nous devrions réfléchir à son élargissement et à sa féminisation.

Voilà les pistes de travail que je souhaitais vous présenter. Nous pourrions si vous en étiez d'accord nous retrouver pour un CN de rentrée le 9 septembre, à la veille de la fête de l'Humanité et ensuite lors d'un CN les 23 et 24 octobre qui nous permettrait d'évaluer les premières mises en œuvre de notre feuille de route et le lancement de notre campagne pour les élections cantonales.